

«La peur» a poussé les Polonaises dans la rue

PAR AMÉLIE POINSSOT
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 28 OCTOBRE 2016

L'offensive du gouvernement polonais pour interdire complètement le droit à l'avortement a été contrée par une mobilisation massive dans la rue. Mais le mouvement des femmes est encore balbutiant. Entretien avec l'une des figures du féminisme en Pologne, Agnieszka Graff.

De notre envoyée spéciale à Varsovie (Pologne).-

Agnieszka Graff est l'une des figures intellectuelles du féminisme en Pologne. Professeure au département d'études américaines de l'Université de Varsovie, auteure de plusieurs ouvrages (*Un monde sans femmes. Le sexe dans la vie publique polonaise* ou encore *Mère féministe*, non traduits en français), elle a cofondé au début des années 2000 l'organisation « Coalition des femmes du 8 mars », à l'origine de la « Manifa » – un rassemblement annuel pour la défense des droits des femmes. Dans un entretien à Mediapart, elle livre son analyse des mouvements de protestation actuels, dans le contexte de droitisation extrême du gouvernement polonais.

Les Polonaises se sont mobilisées en masse le 3 octobre dans tout le pays, après de multiples manifestations depuis le printemps. Trois semaines plus tard, toutefois, les appels à manifester de dimanche 23 et lundi 24 octobre ont été très peu suivis. Comment caractériser ce mouvement ?

Agnieszka Graff : Si les femmes sont descendues dans la rue le 3 octobre, c'est parce qu'elles ont fait face à une menace réelle, celle de l'interdiction totale de l'avortement et de l'introduction d'une peine de prison pour les femmes qui auraient interrompu leur grossesse. Un tel nouveau régime allait faire des victimes de fausse couche des femmes suspectes d'avoir avorté. Surtout, il allait complètement remettre en cause le statu quo actuel, qui est une combinaison entre un droit extrêmement restrictif et une forme de tolérance très hypocrite. On compte en effet entre 70 000 et 200 000 avortements clandestins chaque

année en Pologne, selon les estimations du Planning familial. De plus, lorsque la femme a réellement droit à un avortement, comme c'est le cas pour les situations de viol, d'inceste, de malformation du fœtus ou de danger pour la santé de la mère, il faut savoir que neuf fois sur dix, elle est contrainte à une interruption de grossesse clandestine en raison des pressions et du refus des médecins et des hôpitaux.

D'après moi, toutes ces femmes qui ont manifesté le 3 octobre ne l'ont pas fait pour libéraliser l'accès à l'avortement ; elles ne l'ont pas fait non plus pour défendre le droit très restrictif actuel, qui date de 1993 et que l'on appelle en Pologne le « compromis » : elles se sont mobilisées parce qu'elles ont eu peur que cette vaste zone grise que constitue la pratique illégale de l'avortement et qui, jusqu'ici, était tolérée ne disparaisse. Elles ont tout à coup pris conscience combien le projet du gouvernement était dangereux pour elle.

Autre fait nouveau dans cette mobilisation : la participation des jeunes générations, notamment des trentenaires. C'est particulièrement visible sur Facebook où des groupes comme **Dziewuchy Dziewuchom** (« Les jeunes femmes pour les jeunes femmes » en polonais) se sont créés. Celui-ci rassemble plus de 100 000 membres et compte déjà une quarantaine de sous-groupes locaux. Pour la plupart, ces femmes ne sont pas liées au KOD [*Comité de défense de la démocratie, premier mouvement d'opposition au gouvernement actuel, créé l'an dernier – ndlr*], lequel représente des générations plus âgées et a complètement ignoré la question des femmes pour se concentrer uniquement sur les atteintes aux institutions démocratiques.

Au vu de la faible participation aux derniers rassemblements, ce mouvement des femmes n'est-il pas déjà en train de s'essouffler ?

Cette faible participation s'explique en partie par le fait qu'officiellement, le projet de loi du gouvernement a été retiré. Mais aussi parce que Razem [*parti de gauche alternative proche de Podemos en Espagne, qui a été à l'initiative de la mobilisation pour les droits des femmes dès le printemps – ndlr*] n'a pas participé

à l'organisation des rassemblements cette fois-ci. Les différentes composantes du mouvement ne se sont pas bien coordonnées et n'ont pas bien communiqué. Les cercles féministes ont fait deux erreurs : celle de croire que la mobilisation précédente avait été tellement importante qu'elle allait se poursuivre d'elle-même, et celle de croire qu'il s'agissait d'un mouvement « pro-choice » alors que les femmes qui sont descendues dans la rue étaient de convictions différentes. Or c'est un mouvement éclaté, qui n'a pas d'unité pour l'instant. Enfin, je crois que les dates des manifestations étaient trop rapprochées, les gens commencent à se lasser. D'événement de masse le 3 octobre, on est ainsi passé à un événement féministe le 24.

Les lignes semblent pourtant bouger en profondeur dans la société polonaise. Le week-end dernier, la chanteuse Natalia Przybysz a révélé qu'elle s'était fait avorter, illégalement et en pleine santé. Est-ce un événement à la hauteur de la publication, en France en 1971, du « Manifeste des 343 salopes » ?

C'est en effet un événement comparable, dans le sens où c'est la première fois en Pologne qu'une femme fait publiquement un tel aveu – à l'exception de quelques-unes, très rares, féministes radicales ou anonymes qui l'avaient fait dans les années 2000. Mais Natalia Przybysz s'imaginait qu'elle recevrait un soutien massif de la société, or elle a dû faire face à une énorme vague de haine sur les réseaux sociaux. J'aimerais que *Gazeta Worbocza*, qui a publié **cette interview**, soit effectivement le journal de ces “coming-out”. Malheureusement, le quotidien se trouve fragilisé par ses prises de position anti-gouvernement. Si je suis complètement du côté de Natalia, je sais aussi que nous sommes bien trop peu nombreuses dans ce cas : les gens ne sont pas prêts. Ce genre de révélation est perçu ici comme un suicide public.

C'est toute l'ambivalence du mouvement actuel... Nous sommes encore loin du « Manifeste des 343 salopes », très loin du combat politique de Simone Veil. À l'intérieur même des milieux féministes, de nombreuses femmes sont opposées à l'idée du “coming-out”. Il faut bien comprendre que la question

de l'IVG était complètement taboue en Pologne ces dernières années. À tel point que même les féministes n'abordaient plus ce problème, afin de ne pas créer de divisions dans la société.

Est-ce à dire que le mouvement des femmes n'a pas d'avenir en Pologne ?

Non, je n'irais pas jusque-là. Quelque chose de nouveau est effectivement en train d'éclorre : pour la première fois dans le pays, un mouvement des femmes prend racine. Il est toutefois prématuré de l'appeler féministe car pour l'instant, il ne fait que répondre à une offensive fondamentaliste. Les cercles féministes comptaient avant ces mobilisations entre 5 000 et 6 000 personnes en Pologne. Il serait faux de dire que nous sommes aujourd'hui 100 000. Ce qui a changé en revanche, c'est la prise de conscience de problématiques générales liées au statut des femmes dans la société. La bataille autour de l'avortement a permis de mettre en évidence la problématique du viol par exemple – et pas seulement la question de l'accès à l'IVG en cas de viol –, ou encore celle des inégalités de salaires homme/femme – et pas seulement la question du coût d'un avortement illégal...

L'Église polonaise est-elle un frein pour le développement de ce mouvement ?

Plus que dans les autres pays catholiques en Europe, l'Église polonaise exerce une grande influence sur la société. À Malte et en Irlande par exemple, l'institution ecclésiastique perd du terrain, notamment en raison des scandales pédophiles. Ce n'est pas le cas ici.

Cela dit, dans la bataille sur l'avortement, je ne crois pas que l'Église polonaise soit le seul acteur en jeu. L'offensive pour l'interdiction totale est venue d'un lobby fondamentaliste international, *Ordo Iuris*, dont la pétition a abouti au projet de loi du gouvernement. Ce lobby, basé aux États-Unis et proche de l'Opus Dei, utilise la Pologne comme un cobaye pour provoquer une nouvelle vague de fondamentalisme chrétien. Le pays constitue de fait une excellente cible puisque le PiS [« *Droit et justice* », le parti ultraconservateur au pouvoir – *ndlr*] a une dette à payer envers l'Église qui a fait campagne pour lui, et qu'il existe au sein du

parti une aile fondamentaliste. Mais le PiS n'est pas que ça et il y a des désaccords en interne à ce sujet. Ce serait une erreur de voir cette tentative d'interdiction totale de l'avortement comme un événement local. Nous avons affaire actuellement à une campagne transnationale.

Quant à l'Église polonaise, elle semble inébranlable pour l'instant. Le mouvement anticlérical est encore trop faible, et même les milieux les plus libéraux ne veulent pas s'y attaquer, soutenant qu'il existe en son sein une aile progressiste. Mais selon moi, cette aile progressiste n'existe plus. Les prêtres libéraux sont d'anciens prêtres. Ils ne font plus partie de l'institution.

Le mouvement des femmes arrive après d'autres contestations contre la dérive autoritaire de l'exécutif. Est-ce le signe que le pouvoir est fragilisé ? Faut-il se préparer à d'autres mobilisations ?

Oui, la colère est forte contre ce gouvernement qui a commencé son mandat en s'attaquant à l'indépendance du tribunal constitutionnel et qui

a annoncé dernièrement une réforme du système scolaire. À mon avis, le prochain groupe à descendre dans la rue sera celui des infirmières, un corps qui a une forte capacité de mobilisation, qui n'est pas bien payé, et qui se trouve au croisement des problématiques actuelles, à la fois en tant que mères face à un système éducatif sur le point d'être réformé sans raison, et en tant que personnel hospitalier face à cette gigantesque hypocrisie de l'accès à l'avortement.

De fait, en bousculant les institutions, le PiS provoque les gens. Les fonctionnaires qui étaient neutres jusqu'à présent se politisent ; ceux qui perdent leur emploi – comme les journalistes de la télévision publique – deviennent extrêmement critiques... Plus qu'une offensive idéologique, le PiS veut à mon sens changer les élites de ce pays. Il place ses hommes à tous les niveaux, change le système d'attribution de bourses dans la recherche scientifique, modifie les subventions aux ONG... Nous assistons à un vaste coup de balai.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.